
L'Iran post-2009

Jonathan Piron

juin 2010

CReP_{—▲}
centre de recherche et d'études politiques

L'Iran, un an après le 12 juin 2009

Le 12 juin 2009, à la surprise générale, Mahmoud Ahmadinejad, président sortant de la République Islamique d'Iran, se voit réélu avec un score important, 62,63% des suffrages exprimés, et ce dès le premier tour. Directement, le grand battu de l'élection, Mir Hossein Moussavi, dénonce des fraudes massives, et s'oppose à ces résultats, déclenchant ce qui allait devenir le plus grand mouvement de contestation contre le régime iranien depuis la Révolution Islamique de 1979. Pendant plusieurs mois, chaque événement lié au calendrier islamique ou politique en Iran allait servir de prétexte au mouvement des opposants, regroupé sous l'appellation de « Mouvement Vert », pour descendre dans la rue et contester ce « coup d'État électoral¹ ». Le slogan emblématique « Where is my vote? » devint le cri de ralliement d'une partie de la population désenchantée par le régime qui, lui, choisit de répondre par la force à ces mouvements mettant en danger sa stabilité et sa pérennité.

Un an après la réélection contestée de Mahmoud Ahmadinejad, et des débuts du mouvement contestataire, où en est l'Iran? Plus que jamais, la République Islamique est au centre des réflexions internationales, non seulement autour des enjeux du nucléaire, mais également par la question des droits de l'Homme et de l'avenir du régime instauré en 1979 par l'ayatollah Khomeiny. Comment comprendre les motivations du mouvement vert, et les différentes caractéristiques qui le motivent? Quelles sont également les perspectives futures qui s'ouvrent à un Iran parcouru par plusieurs mouvements se revendiquant d'une légitimité religieuse, politique ou populaire, à la fois inclusifs et exclusifs les uns par rapport aux autres.

Ces questions seront abordées dans cet article, à travers plusieurs points, tout d'abord en revenant sur les événements du 12 juin et leurs conséquences, en se penchant ensuite sur les causes/déterminants proches et lointains du mouvement de contestation mais également du camp des conservateurs, et en tentant enfin de réfléchir sur les perspectives futures que ces événements donnent à l'Iran.

1) Du 12 juin 2009 au 12 juin 2010: un an de contestations en Iran

a) Retour sur l'élection présidentielle du 12 juin 2009

Lorsque les électeurs Iraniens se rendent aux urnes le 12 juin 2009, une des campagnes électorales les plus ouvertes et les plus libres depuis 1979 vient de s'achever. Lancée officiellement le 25 mai précédent, cette campagne aura connu une liberté de ton peu ordinaire en Iran, autour d'une forte participation d'une partie de la population, de la présence des femmes des candidats dans les meetings et de l'organisation, chose unique jusque là, de débats télévisés opposant les candidats officiels².

Pourtant, rien ne laissait présager, à l'origine, l'émergence d'une telle campagne. La procédure de sélection des candidats à l'élection présidentielle, en Iran, est particulièrement réglementée et dépend du Conseil des gardiens de la

¹ Mehdi Khalaji, « Khamenei's Coup », in *Washington Post*, 15 juin 2009, [en ligne], <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2009/06/14/AR2009061401758.html>.

² Nader Vahabi, *Iran: une révolution civile?*, Paris, Fondapol, 2009, p. 2.

Constitution (*shorā-ye negahbān-e qānun-e assāsi*). Composé de 12 membres, dont 6 sont désignés directement par le guide, ce conseil est chargé de veiller au respect de l'islam dans la vie politique et, partant, d'exclure toute candidature jugée non conforme à ces principes. C'est ainsi que sur les 475 candidats à la candidature, dont 42 femmes, seuls 4 seront finalement retenus: Mahmoud Ahmadinejad, 52 ans, et président sortant, Mehdi Karoubi, 72 ans et ancien président du Parlement (*Majles*), Mir Hossein Moussavi, 67 ans et ancien premier ministre et Mohsen Rezaï, 54 ans et ancien commandant des Gardiens de la Révolution (*Sepah-e Pasdaran-e Enghelāb-e Islami*). La campagne s'engage dès le départ, en faveur d'Ahmadinejad, qui bénéficie du relais des réseaux d'information d'État, et qui, depuis plusieurs semaines, mène campagne dans tout le pays, à l'inverse des autres candidats, ayant dû attendre la validation de leur candidature³.

C'est l'organisation de face-à-face électoraux à la télévision nationale qui va marquer le tournant de la campagne. Fait unique dans l'histoire politique de l'Iran, plusieurs débats télévisés sont organisés autour des candidats et de leurs projets. Et c'est Ahmadinejad qui en sera le grand perdant. Y apparaissant agressif et arrogant, le président sortant choisit l'angle de l'attaque directe contre ses challengers, en dénonçant les positions défendues par les réformateurs. Tentant maladroitement de légitimer son action politique, il lance plusieurs accusations sans preuves à l'encontre, notamment, de Moussavi. Les répliques opposées à Ahmadinejad démontent ses arguments, et prouvent que le bilan économique, dont se targue le président sortant, est en fait catastrophique⁴. Ces débats, tenus en soirée, passionnent les Iraniens, et incitent à voter en faveur des réformistes, dont le programme apparaît comme étant plus clair et plus honnête que celui du président en place⁵. La campagne électorale prend alors une tournure inédite, autour de deux candidats que tout oppose, dans un jeu annoncé comme étant ouvert⁶.

Le scrutin du 12 juin et ses résultats vont pourtant stupéfier une partie de la population, dans un premier temps, puis faciliter la radicalisation de militants pro-Moussavi ensuite, par les accusations de fraudes émises contre le pouvoir en place. Dès 17 heures, avant même la clôture du scrutin, le commandant des forces de sécurité de Téhéran annonce à la télévision le déploiement de ses forces dans la capitale. Puis, progressivement, des représentants des candidats sont expulsés des bureaux de vote et des lieux où les suffrages sont centralisés. Enfin, les agences de presse des partisans d'Ahmadinejad, comme l'agence *Fars* ou son site de campagne *Rajaneews*, commencent à publier des résultats des décomptes des voix, avant même les chiffres officiels du Ministère de l'Intérieur⁷. Durant la soirée, l'opposition, autour de Moussavi, dénonce la manière dont le scrutin a été organisé, émettant des doutes quant à la régularité de la procédure électorale. Ces critiques se portent sur l'inexistence de comités de contrôle dans une large partie des 45 000 bureaux de

³ Ahmad Salamatian, « Dans le chaudron du pouvoir iranien », in *Le Monde Diplomatique*, Paris, juillet 2009, [en ligne], <http://www.monde-diplomatique.fr/2009/07/SALAMATIAN/17439>.

⁴ Ali Afshari, H. Graham Underwood, « The Green Wave », in *Journal of Democracy*, vol. 20, n° 4, Washington, 2009, p. 7-8.

⁵ Ahmad Salamatian, « Les Iraniens aspirent à un islam du possible », entretien réalisé par Dominique Lagarde et Delphine Saubauber, Paris, L'Express, 6 août 2009, p. 8; Vincent Huguex, *Iran, l'état d'alerte*, Paris, L'Express, 2010, p. 81.

⁶ Azam Vismeh, « Les femmes entrent en scène », in *Courrier International – Iran Dokht*, 12 juin 2009, [en ligne], <http://www.courrierinternational.com/article/2009/06/11/les-femmes-entrent-en-scene>.

⁷ Ahmad Salamatian, « Dans le chaudron du pouvoir iranien », *op. cit.*, [en ligne], <http://www.monde-diplomatique.fr/2009/07/SALAMATIAN/17439>.

vote que compte le pays, dans la facilité de malmener les résultats, notamment par l'absence d'isoloir et de listes électorales complètes pour tous les bureaux de vote et, enfin, par l'existence problématique d'urnes ambulantes qui empêche réellement de contrôler l'efficacité et l'objectivité du scrutin⁸. Selon le camp Moussavi, seul l'usage malhonnête de ces dérèglements électoraux a permis à Mahmoud Ahmadinejad de remporter le scrutin, notamment dans des régions réputées comme lui étant peu favorables⁹. Ces doutes, Moussavi les dénonce dans une lettre adressée au Conseil des Gardiens de la Constitution, le 20 juin suivant¹⁰. Ces questionnements sont aussi partagés par une partie de la population qui, refusant d'accepter le résultat, se lance dans un mouvement de contestation, autour de la personne de Mir Hossein Moussavi. Descendant dans les rues, plusieurs dizaines de milliers de manifestants se rassemblent ainsi autour de slogans forts, demandant sinon un nouveau scrutin, au moins un recomptage des voix. Les réseaux sociaux, tels que Twitter et Facebook, sont alors utilisés pour propager la contestation à l'intérieur de l'Iran, mais également en-dehors du pays. L'utilisation de ces réseaux est d'ailleurs telle que le 16 juin, le Département d'État américain demande au réseau social de microblogging Twitter de retarder ses opérations de maintenance, afin de permettre aux Iraniens de continuer à utiliser ce service¹¹.

Dans les premiers jours, le régime reste plus ou moins permissif vis-à-vis des contestations et, sans les faciliter, n'empêche pas les manifestations. Le tournant viendra le 19 juin, avec le prêche du vendredi que tient le guide spirituel, l'Ayatollah Ali Khamenei, à l'université de Téhéran: dénonçant « les fauteurs de troubles de la rue », le chef de l'État iranien déclare que « cette élection est terminée. [que] 40 millions de vote se sont portés sur quatre candidats, et [que] 24,5 millions sont allés au président actuel »¹². Face à cette prise de position en faveur d'Ahmadinejad, le

⁸ « Fraude, mode d'emploi », in *Courrier International*, 18 juin 2009, [en ligne], <http://www.courrierinternational.com/article/2009/06/18/fraude-mode-d-emploi>

⁹ Ainsi, en Azerbaïdjan-Oriental (*Āzarbāyjān-e Šarqi*), province natale de Mir Hossein Moussavi, Mahmoud Ahmadinejad récolte 623 946, c'est-à-dire 47%, alors qu'en 2005 il n'en récoltait que 198 417, c'est-à-dire 15%. Moussavi, dans sa propre province, ne récolte que 656 508 voix (Iranian Interior Ministry, *Islamic Republic of Iran, Presidential election of June 2005*, [en ligne], <http://psephos.adam-carr.net/countries/i/iran/iran20052.txt>; Iranian Interior Ministry, *Islamic Republic of Iran, Presidential election of June 2010*, [en ligne], http://spreadsheets.google.com/lv?key=r_uwMuClOfVlJaQpi8liIpg&toomany=true).

¹⁰ D'autres analyses et réflexions sur les possibles fraudes électorales seront publiées par la suite, notamment par Chatham House, qui énumèrera plusieurs irrégularités : ainsi, dans les provinces de Mazandaran et de Yazd, le nombre de votants dépasse le nombre d'électeurs. De plus, pour arriver aux scores qui lui sont attribués, Ahmadinejad aurait dû engranger non seulement les suffrages conservateurs et centristes, mais près de la moitié du vote réformateur dans un tiers des provinces. Enfin, Ahmadinejad fait un bon score dans les campagnes, alors que les scrutins de 1997, 2001 et 2005 ont montré à chaque fois l'impopularité des candidats conservateurs dans ces régions. Néanmoins, certains analystes remettent en question l'importance de la fraude dans le résultat final, arguant qu'une nette victoire d'Ahmadinejad était réellement possible (Ali Ansari, *Preliminary Analysis of the Voting Figures in Iran's 2009 Presidential Election*, Chatham House, Londres, 2009, p. 2; Ken Ballen and Patrick Doherty, « The Iranian People Speak », in *Washington Post*, 15 juin 2009, [en ligne], <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2009/06/14/AR2009061401757.html?sid=ST2009061502694>). Voir aussi Mir Hossein Moussavi, Kalemeh, [en ligne], <http://www.kalemeh.ir/vdcb.zb9urhbzzipr.txt>; Mir Hossein Moussavi, « Six bonnes raisons d'annuler le scrutin », in *Courrier International*, 20 juin 2009, [en ligne], <http://www.courrierinternational.com/article/2009/06/20/six-bonnes-raisons-d-annuler-le-scrutin>.

¹¹ Joel Schechtman, « Iran's Twitter Revolution? Maybe Not Yet », in *Business Week*, 17 juin 2009, [en ligne], http://www.businessweek.com/technology/content/jun2009/tc20090617_803990.htm?chan=top+news_top+news+index+-+temp_top+story.

¹² Asr-e Iran, « Le guide suprême "ne cédera pas à la rue" », Téhéran, 19 juin 2009, [en ligne], <http://www.asriran.com/fa/pages/?cid=75581>.

Guide, qui sort de son rôle d'arbitre, ordonne la fin des contestations. La répression se met alors en mouvement. Tandis que la police antiémeute, les membres des gardiens de la révolution et les *bassidjis* commencent à affronter les manifestants qui continuent à contredire les résultats, le gouvernement décide de couper les connexions Internet et les services de téléphonie mobile, brouillant également les émissions de radio et de télévisions étrangères par satellite. La plupart des journalistes étrangers présents dans le pays pour couvrir l'élection sont expulsés, tandis que les chefs de file du courant réformateur sont progressivement interpellés, mis en résidence surveillées ou emprisonnés dans les centres de détentions de Téhéran¹³.

Ces différentes mesures ne calment cependant pas le mouvement des manifestants qui, dans les semaines qui suivent l'élection, se répand non seulement à Téhéran mais aussi dans d'autres grandes villes du pays. Fait notoire, la contestation ne porte plus seulement sur les élections, mais également contre le régime, accusé de ne pas respecter les droits de ses citoyens¹⁴. Le mouvement populaire qui s'installe devient alors quasi permanent, choisissant d'occuper la rue à chaque date symbolique des calendriers politiques et religieux iraniens. Plusieurs manifestations importantes sont ainsi organisées autour des fêtes d'Al Qods, mais également des journées de deuil liées à la mort de l'ayatollah Montazeri, figure religieuse importante pour le courant réformateur, et des festivités de l'Ashura, fin décembre 2009. Ces dernières, qui seront parmi les plus importantes des journées de manifestations, voient un vaste mouvement populaire descendre dans les rues des grandes villes du pays. La réponse du régime en sera particulièrement violente: d'importants accrochages entre manifestants et forces de l'ordre auront lieu à Téhéran, Ispahan, Najafabad, Rasht, Chiraz et Ardebil, entraînant la mort d'au moins 10 personnes. La répression, elle, s'accroît vis-à-vis des membres de l'opposition, par de nombreuses arrestations et emprisonnements de collaborateurs proches des leaders réformistes¹⁵.

Un an après l'élection du 12 juin, le constat final apparaît comme clair: tout au long de cette année de tensions, le régime aura montré sa force, et son intention d'en finir avec un mouvement particulièrement menaçant à son encontre. La contestation a été réprimée, les droits de l'Homme profondément malmenés et ignorés, les droits de la presse réduits, et des violences policières et extra-judiciaires couvertes et ignorées par le pouvoir en place¹⁶. Il est d'ailleurs intéressant de revenir un peu plus en détail sur leur situation actuelle.

b) La situation des droits de l'Homme depuis l'élection présidentielle de 2009

¹³ Mehdi Khalaji, « Khamenei's Coup », in *Washington Post*, 15 juin 2009, [en ligne], <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2009/06/14/AR2009061401758.html>.

¹⁴ Fhrad Khosrokhavar, « L'antagonisme entre démocratie et théocratie est à l'origine du conflit », in *Le Monde*, Paris, 28 juin 2009, p. 14.

¹⁵ Thomas Erdbrink, William Branigin, « Iranian security forces raid opposition offices, arrest key dissidents », in *Washington Post*, 29 décembre 2009, [en ligne], <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2009/12/28/AR2009122800290.html>.

¹⁶ Amnesty International, *From protest to prison. Iran one year after the election*, Londres, Amnesty International Publications, 2010; Human Rights Watch, *The Islamic Republic at 31. Post-elections abuses show serious human rights crisis*, New York, HRW, 2010; International Federation for Human Rights, *L'Iran: un pays suspendu à nos actes*, FIDH, Paris, 2010.

Déjà malmenés sous le premier mandat d'Ahmadinejad, les droits de l'Homme ont, en effet, connu depuis le 12 juin 2009 une profonde dégradation due à la répression post-électorale menée par le régime. Celle-ci commence réellement après l'intervention du guide suprême, le 19 juin, dans laquelle Ali Khamenei condamne les agitateurs et dénonce les violences causées par des éléments extérieurs au régime.

L'essentiel des atteintes et abus envers les droits de l'Homme ont eu lieu dans établissements de la police et dans les centres de détention, tels que Evin et Kahrizak. Les violences à Kahrizak ont d'ailleurs été telles que le *majles* ordonna une enquête parlementaire sur les faits perpétrés, qui aboutit à la fermeture de la prison et à la désignation du procureur général de Téhéran, Saeed Mortazavi, comme responsable des faits. Cependant, aucune procédure judiciaire ne fut réellement engagée par la suite¹⁷.

Enfin, et selon plusieurs sources, telles que Amnesty International et Human Rights Watch, l'année 2009 aura été une des plus importante en nombre d'exécutions capitales en Iran. 388 condamnés à mort auront ainsi été exécutés, pour 346 en 2008 et 317 en 2007¹⁸. Pour 2010, selon les données récoltées par les associations internationales, le nombre de personnes exécutées en Iran, au 11 mai 2010, était déjà de 80¹⁹. Ce nombre, toutefois, reste probablement en-dessous de la réalité. Il est difficile de clairement comptabiliser le nombre d'exécutions en Iran, et ce pour plusieurs raisons: déjà, les autorités ne publient aucun documents officiels concernant celles-ci. Ensuite, un grand nombre d'entre elles sont dissimulées. Enfin en-dehors de Téhéran et des grandes villes de provinces, peu d'infos sont disponibles sur la réalité des exécutions dans les provinces éloignées²⁰. Plusieurs procès-spectacles ont également eu lieu, permettant au pouvoir d'étaler sa volonté d'écraser toute opposition, et de ramener une fois pour toute l'ordre dans le pays. Progressivement, le peu d'espace public occupé par les mouvements d'opposition, à travers les blogs des journalistes, les associations de défenses des droits de l'Homme, et les journaux réformateurs toujours autorisés, se sont vus fortement restreints, empêchant toute sortie d'information non autorisée par le pouvoir.

L'Iran offre ainsi, en 2010, l'image d'un pays fortement ébranlé sur ses bases, mais dont l'apparence de stabilité est étalée par le régime. Ce dernier, qui est parvenu à empêcher le mouvement des opposants à remettre sa légitimité en cause, a renforcé le caractère policier de son autorité, et cherche, dans la rhétorique nationaliste, à resouder la population autour de l'administration en place. Il est pourtant permis de s'interroger sur le caractère durable de cette position. En effet, les événements de 2009 sont probablement plus qu'un mouvement issu du résultat des élections. Il s'agit donc maintenant de tenter de déceler les racines qui expliquent cette crise.

¹⁷ Human Rights Watch, *The Islamic Republic at 31...*, *op. cit.*, p. 2.

¹⁸ International Federation for Human Rights, *Iran/death penalty. A state terror policy*, FIDH, Paris, 2009, p. 4; Amnesty International, *Rapport 2009, la situation des droits humains dans le monde*, Londres, Amnesty International Publications, 2009; Amnesty International, « Les exécutions en Iran adressent un message effrayant », in *Amnesty International*, [en ligne], <http://www.amnesty.org/fr/news-and-updates/iran-executions-send-chilling-message-2010-03-30>

¹⁹ Référence site web Amnesty.

²⁰ International Federation for Human Rights, *Iran/death penalty*, *op. cit.*, p. 8.

2) Comment comprendre le processus de contestation?

Tous ces événements ne sont pas nés spontanément. Ils trouvent, dans une certaine mesure, leurs causes dans des changements importants de la société iranienne, changements que des analystes tels que Thierry Coville définissent comme une « révolution invisible²¹ ». Éducation, urbanisation, attraction de la globalisation, ouvertures publiques durant le *momentum* Khatami, ... auront permis petit à petit l'émergence d'une nouvelle identité iranienne, autour de plusieurs groupes représentant autant d'acteurs dans l'espace public. Pour mieux comprendre les événements de 2009 et leur influence, il convient donc de se pencher sur les différentes logiques et fondements caractérisant les deux principaux blocs s'opposant, à savoir à le mouvement des réformateurs, et celui des conservateurs. Mais il faut également creuser plus bas, à travers les différentes logiques se retrouvant à l'intérieur de ces deux tendances, dont la dimension dépasse le seul cadre des élections présidentielles. Tout d'abord, les raisons et structures encadrant le mouvement vert.

a) Le mouvement vert

Le mouvement vert, terme souvent utilisé pour définir le vaste mouvement de contestation post-électoral iranien, prend sa source dans la campagne menée par Mir Hossein Moussavi, ex-candidat à l'élection présidentielle de 2010. L'origine du mouvement vert est celle du *mowj-e-sabz*, ou « vague verte », portée par les militants du candidat réformateur. Le projet politique de ce dernier est de renvoyer l'administration conservatrice, en place depuis 2005, et fortement critiquée pour sa gestion désastreuse de l'économie, pour son aventurisme dans les relations internationales, et pour son dogmatisme idéologique, empêchant l'entrée de l'Iran dans le XXI^{ème} siècle²².

Une des caractéristiques principales de la vague verte est son ouverture et sa décentralisation. Internet a ainsi joué un rôle important dans la communication du mouvement. Grâce aux réseaux sociaux de type facebook et Twitter, ainsi qu'aux lettres de diffusion des différents groupes proches de Moussavi, ce rassemblement a su drainer un nombre important de militants ou sympathisants, décidant de se retrouver dans les idées proposées par le candidat réformiste²³. Cette méthode de communication sera un des traits particuliers du mouvement post-élection.

Deux tendances essentielles se retrouvent donc au moment du 12 juin: tout d'abord, celle d'un programme anti-ahmadinejad. Le président sortant est bel et bien le moteur de la campagne de Moussavi, dont le but premier est d'opérer à la mise en place d'une nouvelle logique de pouvoir qui agira à l'opposé de l'ancienne. La seconde caractéristique est celle d'un mouvement réunissant des militants provenant d'horizons divers, dans une structure souple et se servant des nouvelles technologies de la communication. Ces différents facteurs se retrouveront dans

²¹ Thierry Coville, *Iran: la révolution invisible*, Paris, La Découverte, 2007.

²² Mohsen Makhmalbaf, « I speak for Mousavi. And Iran », in *The Guardian*, Londres, 19 juin 2009, [en ligne], <http://www.guardian.co.uk/commentisfree/2009/jun/19/iran-election-mousavi-ahmadinejad>

²³ Ali Afshari, H. Graham Underwood, « The green wave », *op. cit.*, p. 7.

l'ossature du mouvement vert post-élections, qui transformera le mouvement politique initial en mouvement de droits civils.

L'élection du 12 juin, et son résultat contesté, donneront, en effet, une nouvelle impulsion à ce qui était jusque là un mouvement politique pro-moussavi. Cette transformation d'un groupement politique en mouvement de protestation civil sera un accélérateur pour le mouvement, intégrant tous les déçus du résultats des élections, ainsi que les contestataires du régime conservateur en place. C'est ainsi que d'autres candidats aux élections, tels que Mehdi Karoubi et les anciens membres de l'administration Khatami, seront intégrés dans la sphère du mouvement vert, de part leurs contestations à l'encontre d'Ahmadinejad, mais également de part leurs réflexions sur le futur de l'Iran, et sur le rôle devant être joué par ses institutions²⁴. L'existence et la continuité des actions menées par le mouvement vert amènent dès lors plusieurs constatations: la première, permet d'affirmer que de nombreux iraniens ne se reconnaissent plus dans le régime au pouvoir en Iran, et souhaite y apporter des réformes institutionnelles sinon un changement radical de structure²⁵. La seconde, permet de constater que le mouvement vert s'apparente plus à un mouvement de droits civils qu'à une structure proche d'un parti politique.

Le mouvement vert n'est cependant pas sans contradictions ni questionnement quant à sa pérennité: alors que Moussavi et les autres « représentants » du mouvement souhaitent une adaptation du régime islamique, et se réclament de l'héritage de Khomeiny, de nombreux manifestants demandent, eux, un changement de régime, allant dans une autre voie que celle portée par leurs leaders²⁶. L'échec de la mobilisation de février 2010, pour l'anniversaire du régime, a également fragilisé le mouvement. Malmené par le pouvoir, il n'a pas pu mobiliser suffisamment de forces pour contester, à nouveau, la tournure politique mise en place par le régime conservateur. La question du leadership pèse également lourdement sur la survie du groupe. Mené *de facto* par le triumvirat Moussavi – Karroubi – Khatami, il se caractérise cependant par l'absence d'une réelle représentation unifiant l'ensemble des composantes qui le constitue²⁷. Cette absence d'unité revendicatrice permettait, au début, de rassembler un large spectre de la population, mais aboutit, *in fine*, à l'essoufflement du mouvement, devenu tentaculaire par ses différentes ramifications.

La question fondamentale porte donc sur le but que le mouvement vert souhaite se donner. L'absence de leadership, de programme clair et de structure dans laquelle les membres et militants peuvent se retrouver lui empêchent de se poser en réelle alternative au système en place. Avec une direction souhaitant continuer dans le système légal de la République islamique, moyennant certaines adaptations, et une partie de la base des militants étant plus clairement engagée dans une réforme radicale du régime iranien, les positions semblent inconciliables tant qu'un réel programme ne sera pas trouvé. La question porte donc surtout sur la

²⁴ Ali Afshari, H. Graham Underwood, « The green wave », *op. cit.*, p. 9.

²⁵ Hooman Majd, « Think Again: Iran's Green Movement », in *Foreign Policy*, Washington D.C., 6 janvier 2010, [en ligne], http://www.foreignpolicy.com/articles/2010/01/06/think_again_irans_green_movement

²⁶ Mehdi Khalaji, « Who's really running Iran's Green Movement », in *Foreign Policy*, Washington D.C., 4 novembre 2009, [en ligne], http://www.foreignpolicy.com/articles/2009/11/04/whos_really_running_irans_green_movement

²⁷ Sanam Vakil, « Iran: a phantom victory », in *Open Democracy*, 19 février 2010, [en ligne], <http://www.opendemocracy.net/sanam-vakil/iran-phantom-victory>

manière dont Moussavi parviendra non seulement à développer le mouvement, mais également à assurer son existence. Devenu leader par défaut, dans un système où le charisme des personnalités joue un rôle important²⁸, Moussavi, s'il souhaite engager l'Iran dans la voie de la réforme, devra clairement se démarquer. Car, dans la situation actuelle, les vrais leaders du mouvement vert sont, plutôt, les étudiants, les femmes et les défenseurs des droits de l'Homme, souhaitant engager le pays dans une réforme démocratique de ses institutions, au travers notamment du respect et de la reconnaissance des droits civils et politiques²⁹. Or, si cette base populaire a réussi à créer un début de ligne de fracture dans l'édifice iranien actuellement en place, ce n'est qu'avec une personnalité de référence que ce dernier parviendra à s'écrouler.

Il reste, cependant, que la vague verte n'aurait pu voir le jour sans l'existence de logiques réformatrices plus profondes. Ces logiques se retrouvent autour des mouvements des jeunes, des femmes et des intellectuels.

b) Au-delà du mouvement vert: la place des populations revendicantes.

L'éducation politique réalisée en Iran depuis l'élection de Khatami en 1997 a favorisé, à travers les nombreux scrutins réalisés depuis, grâce également au renouveau de la presse et à la diffusion des idées, l'éclosion d'une nouvelle génération d'Iraniens engagés dans le débat public, et devenant des acteurs politiques de leur société. La réaction aux soupçons de fraude des élections de juin dernier aura été à la hauteur de l'investissement politique réalisé par ces nouveaux acteurs, ayant acquis une expérience et une autonomie qui leur permettait de jouer réellement leur propre rôle. N'entrant plus dans les modèles idéologiques et politiques construits par la Révolution, ces nouveaux acteurs sociaux ont opéré une reconstruction identitaire du pays, marquée par un respect pour les fondements particuliers de la République Islamique, mais revendiquant une plus large ouverture sur le monde et la société mondialisée. Ces situations sont renforcées par l'émergence, en Iran, de la notion d'individu, dont les caractères et les stratégies rompent avec les règles collectives³⁰. Alors que la Révolution de 1979 a été largement dominée par les idéologies collectivistes ou communautaristes, faisant passer par dessus tout l'intérêt de l'État, de la société, de la religion ou de l'indépendance nationale, les mouvements et revendications populaires se basent aujourd'hui, en Iran, autour des valeurs liées à la liberté individuelle, à la liberté de conscience, à la liberté de se déplacer, de vivre seul, ... bref d'exister en tant que personne³¹. Les slogans tels que « Where is my vote » repris par la foule durant les différentes manifestations post-électorales renforcent d'ailleurs cette réflexion autour d'une nouvelle identité individuelle.

La jeunesse de l'Iran se pose ainsi en ligne de fracture pour le régime. Alors que 1979 voyait une révolution menée par des leaders « jeunes », et rassemblant une génération d'hommes ayant, en majorité, dans la trentaine, la jeunesse de l'Iran de 2009 est laissée sur le côté du pouvoir, et vit le divorce existant entre l'État et la

²⁸ Nader Vahabi, *Iran: une révolution civile?*, *op. cit.*, p. 9.

²⁹ Mehdi Khalaji, « Who's really running Iran's Green Movement », *op. cit.*, [en ligne], http://www.foreignpolicy.com/articles/2009/11/04/whos_really_running_irans_green_movement

³⁰ Bernard Hourcade, *Iran. Nouvelle identités d'une république*, Paris, La Documentation française, 2004, p. 191.

³¹ *Ibid.*

société³². Cette jeunesse, pourtant, occupe une place politique dans la société iranienne. Contrairement à une idée parfois répandue, les jeunes ne sont pas plus nombreux en Iran que dans les pays voisins, mais ont une identité politique tout à fait originale, qui en fait des acteurs nouveaux, et encore imprévisibles, de la vie sociale et politique du pays³³.

N'ayant jamais connu le régime du Shah, et donc moins sensibles au discours révolutionnaire porté sur l'idée de libération, ces jeunes voient dans le régime islamique le nouvel oppresseur. Renforcés par la mondialisation, et les outils de communications que sont Internet et la télévision, les « fils et filles de Khomeyni » représentent la nouvelle dynamique contre laquelle les « fils du Shah », qui ont suivi Khomeyni, et qui ont atteint la cinquantaine, tentent de s'opposer. La politisation des jeunes, cependant, est limitée par la répression, mais surtout par la crainte de tous les leaders, y compris réformateurs, de se voir débordés par une population qui n'entre plus dans les modèles idéologiques et politiques construits par la Révolution. La jeunesse, dès lors, ne dispose plus que du vote, afin d'intégrer le politique³⁴. Et, de par ses aspirations à plus d'ouvertures, une majorité des jeunes s'engage dans le discours réformiste. L'élection de Khatami, en 1997, aura vu ces deux courants à la recherche d'une collaboration commune, déçue cependant en 1999 par la répression envers les étudiants³⁵. Cet événement aura, d'ailleurs, marqué une distanciation plus forte des jeunes vis-à-vis des réformateurs politiques, qui s'inscrira par une abstention au suffrage présidentiel de 2005. Si depuis 1997, réformateurs et jeunes ont des intérêts communs, ces derniers ont toutefois acquis une expérience et une autonomie afin de jouer, le moment venu, leur propre rôle.

Le mouvement des femmes, au même titre que celui des jeunes et des étudiants, constitue un des moteurs des changements de mentalités en Iran. Alors que juridiquement parlant, les femmes ne peuvent revendiquer certains des droits accordés aux hommes, sociologiquement et culturellement parlant, elles occupent aujourd'hui un rôle à peu près semblable à celui du sexe « dominant »³⁶. Dans les villes, les filles sont *grosso modo* à parité avec les garçons dans la fréquentation des établissements scolaires. À l'Université, elles constituent plus d'un tiers des étudiants. Dans les emplois publics, elles forment plus du quart du personnel (surtout aux niveaux inférieur et moyen). Enfin, dans les zones rurales, le taux de scolarisation des filles est beaucoup plus élevé que sous le régime impérial³⁷. Émancipées sociologiquement, mais non juridiquement, de nombreuses femmes se sont alors engagées dans la revendication des droits sociaux, économiques et juridiques auxquels elles n'ont toujours pas droit. Ces mouvements se sont ainsi incarnés dans plusieurs organes de presse³⁸, mais également dans des embryons d'associations autour de personnalités telles que Mehrangiz Kâr et Shirin Ebâdi. Plusieurs groupements et militantes se sont ainsi retrouvés en première ligne durant les revendications post-électorales de juin 2009, autour entre autres, de Shadi Sadr, avocate des droits de la femme, Shiva Nazar Ahari, membre du *Committee of Human Rights Reporters*, ainsi que plusieurs journalistes et blogueuses telles que

³² Frédéric Tellier, *L'heure de l'Iran*, Paris, Ellipses, 2005, p. 57-58.

³³ Bernard Hourcade, *Iran. Nouvelles identités d'une république*, op. cit., p. 180.

³⁴ Frédéric Tellier, *L'heure de l'Iran*, op. cit., p. 58.

³⁵ Nader Vahabi, *Iran: une révolution civile?*, op. cit., p. 9.

³⁶ Farhad Khosrokhavar, « L'Iran, la démocratie et la nouvelle citoyenneté », op. cit., p. 297.

³⁷ Marie Ladier-Fouladi, *Population, société et politique en Iran, de la monarchie à la République islamique*, thèse de doctorat à l'École des hautes études en sciences sociales, Paris, octobre 1999.

³⁸ Les revues et quotidiens *Zan*, *Zanân*, *Hoghough-é zanân*, *Djens e dowwom*.

Hengemeh Shahidi, Zhila Bani Yaghoub et Mahsa Amr-Abadi. Ces revendications autour de la place de la femme, parviennent donc à créer une dynamique réformatrice, qui tend peu à peu à faire son nid dans la population iranienne. Cependant, cette réflexion reste aujourd'hui essentiellement cantonnée dans les réseaux urbains.

Enfin, la présidence de Khatami, au-delà d'avoir échoué à réformer politiquement le pays, aura néanmoins réussi à créer un nouvel espace d'expression, grâce à la culture et à l'art. Autour des deux autres mouvements qui se mobilisent pour transformer la société, les intellectuels s'investissent pour une société iranienne plus ouverte, remettant en cause l'islam politique et le fonctionnement de l'État tel que défendu par les conservateurs. Ainsi, depuis 1997, ces ouvertures culturelles auront permis à des personnalités telles que l'ayatollah Montazeri³⁹, Mojtahed Shabestari⁴⁰, Mohsen Kadivar⁴¹, Yousefi Eshkevari⁴², Akbar Gandji⁴³, Adbollah Nouri⁴⁴, ... d'occuper le terrain culturel et intellectuel, tout en proclamant leur attachement à la religion. Ces différentes positions ont ainsi permis de revendiquer une autonomie de la société par rapport au sacré⁴⁵, chose non négligeable dans la République Islamique.

Toutefois, ces différentes tendances réformatrices font face à un mouvement conservateur occupant les différents mécanismes du pouvoir, et empêchant toute idée de réforme de clairement modifier les structures fondamentales de la République.

c) Les conservateurs

Depuis la Révolution Islamique de 1979, l'idée générale qui prévaut est celle d'un Iran dominé par un camp conservateur fixe et rigide, se réclamant de l'héritage de l'ayatollah Khomeiny. Cependant, des nuances doivent être apportées à cette affirmation. Déjà, l'ensemble du clergé chiite ne se retrouve pas dans la manière dont le pouvoir est exercé aujourd'hui en Iran, notamment dans le principe du *Velayet-e faqih*. Plusieurs leaders religieux, dont l'ayatollah Montazeri en était le plus connu, se sont posés contre ce principe, en réclamant une distinction plus nette entre pouvoir religieux et pouvoir politique⁴⁶. Le clergé a d'ailleurs perdu une place symbolique dans l'exercice du pouvoir avec, en 2005, l'élection, pour la première fois depuis 1979, d'un laïc, Mahmoud Ahmadinejad, à la présidence de la République. De

³⁹ Mort le 19 décembre 2009, il était une figure théologique importante en Iran, s'opposant notamment au principe du *Velayet-e faqih*, ou « gouvernement du docte », c'est-à-dire la gestion du pays par une autorité spirituelle, à savoir le Guide de la Révolution. Successeur désigné de l'ayatollah Khomeiny, il sera cependant écarté du pouvoir peu avant la mort de celui-ci, pour ses prises de position à l'encontre du régime.

⁴⁰ Né en 1936, il est philosophe, théologien et professeur à l'Université de Téhéran.

⁴¹ Né en 1959, l'ayatollah Kadivar est un opposant politique au *Velayet-e faqih* et se place en défenseur des principes des droits de l'Homme et de la démocratie en Iran.

⁴² Né en 1950, Hasan Yousefi Eshkevari est un journaliste réformiste, défenseur d'un système politique basé sur la séparation de la religion et de l'État.

⁴³ Né en 1960, Akbar Gandji est un journaliste et intellectuel iranien dénonçant les violations des droits de l'Homme en cours dans le pays.

⁴⁴ Né en 1950, Adbollah Nouri est un religieux et ancien ministre iranien. Il a été poursuivi et emprisonné pour ses critiques à l'encontre du système politique, appelant à une plus grande ouverture démocratique du régime.

⁴⁵ Delphine Minoui, *Jeunesse d'Iran. Les voix du changement*, Paris, Éditions Autrement, 2001, p. 17-18.

⁴⁶ Cette réflexion a d'ailleurs donné naissance à la notion de « société civile religieuse » (*djâmée yé madani é dini*) (Laurence Louër, *Chiisme et politique au Moyen-Orient*, Paris, Éditions Autrement, 2008, p. 75s.).

même, les représentants politiques du bloc conservateur sont loin de se retrouver dans la définition d'une seule ligne de conduite à appliquer pour la direction de l'Iran. Cette logique est parsemée de nombreux courants et tendances, qui se caractérisent pour certains par de sourdes oppositions. Ainsi, tandis que certains représentants, tels qu'Ali Larijani, président du *Majles*, s'inscrivent dans la logique du Guide et du principe du *Velayet-e faqih*, d'autres, dans lesquels figurent nombre de représentants des pasdarans, souhaiteraient voir leur pouvoir s'accroître dans la gestion des mécanismes de pouvoir, aussi bien économiques qu'institutionnels. En effet, le camp des Gardiens de la Révolution est, au cours de la dernière décennie, devenu incontournable en Iran: vivier d'une nouvelle génération de leaders islamistes, les Gardiens de la Révolution oeuvrent pour la préservation voire la radicalisation des idéaux révolutionnaires, et pour une modernisation du pays fondée sur le développement économique et la maîtrise des technologies modernes, telles que le nucléaire⁴⁷. Ces différents conflits dans la compréhension et dans l'exercice du pouvoir se matérialisent ainsi dans les positions que l'Iran défend à l'extérieur, notamment dans le cadre de la crise du nucléaire, qui aura vu plus d'une fois le pays adopter des changements de positions souvent peu clairs et difficilement compréhensibles.

Toutefois, les différentes logiques conservatrices se retrouvent dans l'analyse de la fragilité du régime et des menaces que les mouvements réformistes font peser sur leur autorité. Selon certains analystes, le Guide spirituel Ali Khamenei et les représentants politiques conservateurs tels que Larijani et Ahmadinejad, ont peut-être craint que la convergence de la vague réformiste et d'une ouverture américaine très attendue ne constitue un défi existentiel pour le régime et n'ébranle ses fondations révolutionnaires⁴⁸. Les conservateurs, en effet, voient d'un mauvais œil les incitations à plus de coopération avec l'extérieur, comme une porte ouverte vers l'Occident qui risquerait de déstabiliser le régime. Tandis que les sanctions, elles, sont considérées comme ayant finalement peu d'impact et comme étant un instrument utilisable en tant que levier facilitant l'existence d'un instinct nationaliste⁴⁹. Face à la protodémocratie que représentent les différents mouvements sociaux que sont les étudiants, les femmes et les intellectuels, les défenseurs du régime islamique n'ont dès lors eût d'autres choix que de s'engager dans l'assaut contre les quelques espaces démocratiques se mettant en place, à savoir la liberté de la presse et les libertés politiques, afin d'assurer la pérennité du système⁵⁰. Dans le cadre des libertés politiques, le régime dispose ainsi de « verrous » électoraux, propres à empêcher toute réforme qui mettrait ses fondements en danger. Le premier, comme il a été dit plus haut, passe par la sélection des candidats aux élections. Éliminant les postulants dont le profil est considéré comme trop hostiles aux fondements du régime, le pouvoir organise les élections, laissant participer une seule faible minorité réformiste, afin d'assurer aux élections la participation nécessaire à son bon déroulement. L'illusion de la démocratie est ainsi assurée, dans un système où son orchestration sert les intérêts de la logique au pouvoir. L'exemple de l'éclatement de l'URSS, s'étant effondré sous ses réformes, est également appris en Iran. Les dirigeants de la République islamique ont plusieurs fois affirmé ne pas vouloir remplir

⁴⁷ Ramine Kamrane, Frédéric Tellier, *Iran: les coulisses d'un totalitarisme*, Paris, Climats, 2007, p. 202-205.

⁴⁸ Emile Hokayem, « The struggle in Iran is about much more than an election », in *The National*, Abu Dhabi, 17 juin 2009, [en ligne], <http://www.thenational.ae/article/20090617/OPINION/706179998/1080>.

⁴⁹ Mehdi Khalaji, Patrick Clawson, « Velvet Revolution First », in *Iranian.com*, 17 septembre 2009, [en ligne], <http://www.iranian.com/main/2009/sep/velvet-revolution-first>.

⁵⁰ Farhad Khosrokhavar, « L'Iran, la démocratie et la nouvelle citoyenneté », *op. cit.*, p. 291.

le rôle d'un « Gorbatchev » iranien. Conscient des dangers d'une réforme poussée trop loin, ou d'un processus de type réformiste dont ils pourraient perdre le contrôle, les conservateurs cherchent par tous les moyens à continuer à occuper le pouvoir, afin de laisser le moins de chances possibles aux réformes politiques⁵¹.

Le régime a cependant 2 défis à relever: celui de la crise économique tout d'abord, particulièrement vive en Iran, et qui voit le taux d'inflation atteindre des niveaux records. Cette crise pèse d'ailleurs lourdement sur la popularité de l'administration en place, qui, par ses cadeaux fiscaux à court terme, met en danger les plans de développement économique du pays. La crise nucléaire, ensuite, dont l'aboutissement est un test pour le pouvoir de Khamenei et d'Ahmadinejad. Servant leurs intérêts à la fois en politique extérieure, par l'affermissement de la place de l'Iran au Moyen-Orient, et en politique intérieure, par la création d'un ciment national face aux revendications des Occidentaux, le recours à l'argument nucléaire pourrait s'avérer dangereux pour la légitimité du régime, en cas d'échec de la politique poursuivie dans ce domaine⁵². Le bloc conservateur doit donc également faire face à des potentialités mettant sa survie en péril, tout en trouvant de nouvelles voies d'existence qui lui permettent de se redynamiser face à ses logiques d'oppositions internes.

3) Le difficile exercice de penser l'Iran

Il est toujours difficile de penser et de donner des conclusions claires sur le devenir de l'Iran. La complexité non seulement de ses structures mais également de sa société donnent au pays un caractère pluridimensionnel difficilement accessible. Néanmoins, pour de nombreux observateurs, la crise issue des élections présidentielles de 2009 est l'expression de la nouvelle identité citoyenne iranienne⁵³. Et cette expression trouve son origine dans la lutte opposant « tradition » et « modernité » en Iran. Le siècle écoulé de l'histoire iranienne montre que l'Iran a souvent été tourné vers un mélange de ces deux concepts, dans lesquels on retrouve la combinaison de trois cultures, à la fois combinatoires et inconciliables: la civilisation perse, l'islam et les techniques et modes de pensée modernes, d'inspiration européennes⁵⁴. Ce débat entre « tradition » et « modernité », est à la fois un moteur mais également un obstacle pour l'Iran, par l'opposition que ces deux paradigmes entraînent l'un vis-à-vis de l'autre⁵⁵. À ces oppositions se sont joints de nouveaux acteurs politiques, à savoir les jeunes, les femmes et les intellectuels. L'éducation généralisée a ainsi bouleversé les rapports sociaux traditionnels, et donné à ces nouvelles composantes une identité politique tout à fait originale⁵⁶. De cette nouvelle identité est née un embryon de société civile qui, prenant conscience du processus de mondialisation en cours, a cherché à en appréhender les fondements, et à les inculquer dans la société iranienne⁵⁷. L'élection présidentielle de 2009, ayant lieu dans un climat politique et géopolitique particulier, aura été l'élément fusionnel de ces différentes tendances. Il aura vu l'opposition claire entre les

⁵¹ Ramine Kamrane, Frédéric Tellier, *Iran: les coulisses d'un totalitarisme*, op. cit., p. 202-203.

⁵² Yann Richard, *L'Iran. Naissance d'une république islamique*, Paris, Éditions de La Martinière, 2006, p. 336.

⁵³ Fährad Khosrokhavar, « L'antagonisme entre démocratie et théocratie est à l'origine du conflit », op. cit., p. 14.

⁵⁴ Ramin Jahanbegloo, *Iran. Between tradition and modernity*, Oxford, Lexington Books, 2004, p. 3.

⁵⁵ Bernard Hourcade, *Iran. Nouvelles identités d'une république*, op. cit., p. 7.

⁵⁶ *Ibid.*, p. 180.

⁵⁷ Ramin Jahanbegloo, *Iran. Between tradition and modernity*, op. cit., p. xx.

différentes tendances constituant l'Iran de ce début de XXI^{ème} siècle, tendances qui jusque là se trouvaient dans un équilibre précaire. L'émergence du mouvement vert peut dès lors peut-être se voir comme le germe d'un futur mouvement de « musulman-démocrates » qui, à l'image des chrétiens-démocrates dans l'Europe du début du XX^{ème} siècle, installe une nouvelle dimension politique dans la sphère publique⁵⁸. Ce mouvement, pour y parvenir, doit cependant dépasser le seul cadre de réflexion intellectuel, pour pleinement devenir un groupement politique avec des prétentions claires dans le jeu institutionnel du pays.

L'histoire de l'Iran nous montre que les Iraniens ont, tout au long du XX^{ème} siècle, continuellement cherché à trouver le régime politique qui parvenait le mieux à intégrer leurs caractéristiques identitaires. La révolution constitutionnelle de 1906, le soulèvement contre l'autoritarisme du Shah en 1925 et 1979, le mouvement contre les ingérences étrangères en 1953, et contre les oppressions intérieures en 1999 et 2009 sont autant de signes allant dans ce sens. La difficulté de réalisation de ces objectifs vient cependant des caractéristiques duales de l'Iran, cherchant à valider les règles démocratiques au regard de l'islam, tout en veillant à s'ouvrir aux influences étrangères, sans tomber dans la dépendance envers les pays occidentaux. C'est ce constant *check and balances* qui explique l'indécision institutionnelle qui caractérise l'Iran, depuis près d'un siècle. C'est également cette réflexion qui doit inciter à la prise en considération que seul l'Iran a en main ses potentialités de changement.

⁵⁸ Vali Nasr, « The rise of « Muslim Democracy », in *Journal of Democracy*, vol. 16, n°2, John Hopkins University Press, 2005, p. 16.